

# Une visite de campagne...

## À lire aussi...

Retrouvez d'autres informations et reportages dans nos pages Région ainsi que le récit, minute par minute et en image, de la visite présidentielle sur notre site internet ; [www.estrepublicain.fr](http://www.estrepublicain.fr)

Le Président, et ses ministres ont célébré hier la Haute-Saône et la ruralité dans un déploiement gouvernemental spectaculaire et inédit. Qu'en restera-t-il après l'annonce de 21 mesures ancrées sur le louable triptyque de l'égalité, de la

solidarité de l'innovation ? Le contournement de Port-sur-Saône, fixé à 2020, l'inscription de la nouvelle prison de Lure dans un plan pénitentiaire triennal, et un soutien d'État pour Notre-Dame du Haut auront donné localement un peu de grain à

moudre. Assez pour se dire que cette visite en campagne n'était pas qu'une visite de campagne ? Même à l'aune des efforts déployés, il faudra du temps pour en juger. Celui nécessaire à des décisions plus structurantes de produire

des effets. Comme par exemple, la réforme de la dotation globale de fonctionnement des collectivités, nerf de la guerre de la vie des communes rurales, ou le milliard promis au soutien des projets locaux et intercommunaux.



■ La borne visio-services pour maintenir la proximité avec les usagers de services publics. Photo ER

## Ruralité

### Territoire connecté

Sylvia Pinel, ministre du logement et... de la ruralité, a visité, à Champagny un des premiers Relais services publics installés. « Nous n'avons pas d'ordinateurs. C'est plus simple de venir ici ». Fabienne, 52 ans, a poussé la porte du Relais services publics, à Champagny. Cette habitante d'Errevet y a reçu conseils et aide dans sa recherche d'emploi. Une démarche payante. Elle vient de décrocher un poste d'agent d'entretien grâce à la Mission locale. À Champagny, la Mission locale s'occupe de tous les demandeurs d'emploi et pas seulement des plus jeunes. Une spécificité.

« Meilleur maillage » « Cet exemple montre bien que ce n'est pas seulement de pouvoir se connecter. Il faut qu'il y ait un véritable accompagnement », note Sylvia Pinel, ministre du logement.

Le RSP de Champagny qui a un rayonnement dépassant les frontières de la commune, a été un des premiers à être implanté dans l'Hexagone. Depuis 2013, la fréquentation progresse. 2200 sollicitations depuis le début de l'année. Au cœur des préoccupations des usagers, l'emploi et la formation. « La mobilité reste un gros frein. Le service de transports en commun n'est pas suffisant » explique une conseillère. Et la ministre de découvrir que Champagny a (encore) une gare. « C'est une chance », reconnaît-elle. Il y a aussi possibilité de louer des scooters. Grâce à la borne

visio-services, les usagers peuvent faire l'économie d'un déplacement à Vesoul, à trois-quarts d'heure de route. Ils peuvent prendre rendez-vous avec Pôle emploi, la caisse d'allocation familiales... « Nous allons accélérer la mise en place des relais services publics et les développer pour un meilleur maillage du territoire », annonce Sylvia Pinel. « Cela correspond à un besoin, à une attente ».

Marie-Claire Faivre, maire de Champagny, fait part de sa crainte quant à une éventuelle disparition du service de perception. À son tour, René Grosjean, président de la Communauté de communes Rahin et Chérimont, souhaite que la ministre relaie les inquiétudes des élus concernant la fusion des com'de com'en 2016 comme le prévoit la loi NOTRe. « Il est impératif que nous puissions aller jusqu'à la fin de la mandature pour pouvoir mener à terme nos projets ».

La ministre est à l'écoute mais ne peut apporter de réponses. Plus tard à la Maison de la négritude, elle découvre avec intérêt que les paysans de Champagny ont été en avance sur leur temps. De cette campagne qui n'avait jamais vu un noir est parti un cahier de doléances réclamant l'abolition de l'esclavage. Ces paysans n'étaient favorisés ni par la qualité du sol, ni par le climat, ni par la géographie mais ils sont entrés dans l'histoire. **Patricia LOUIS**

## Réactions

### Y. Krattinger fier

« Ce déplacement exceptionnel, que la Haute-Saône a accueilli avec fierté, s'est justifié par notre très bonne gestion et le travail accompli durant des années avec la majorité départementale que je préside. »

### J.-M. Villamé satisfait

« J'avais plaidé auprès de Christiane Taubira le maintien d'une maison d'arrêt à Lure. Aussi, je salue la décision du Gouvernement d'inscrire au programme triennal 2017-2020 la construction d'une nouvelle prison. Je suis satisfait que le contrat de redynamisation du site de défense de la BA 116 soit finalisé et en voie d'être rapidement signé. »

### A. Joyandet ironise

« F. Hollande n'a fait aucune proposition nouvelle. Après avoir ajourné à deux reprises l'autoroute Langres-Vesoul, la gauche vient de reporter la déviation de Port-sur-Saône, puisque le lancement des premiers travaux était prévu pour 2015 pour un achèvement en 2018. »

### M. Raison déçu

« Cette visite à Vesoul ne relève malheureusement que du symbole. L'annonce sur l'attribution en 2016 des crédits de paiement pour la déviation de Port-sur-Saône fait pschitt... Le Président de la République ne fait que respecter, avec retard, les engagements financiers signés par l'État avec les collectivités territoriales. »

### A. Chrétien inquiet

« M. Hollande s'est contenté d'annoncer des mesures qui existaient déjà. Rien de concret sur la réalisation d'une autoroute Langres-Vesoul, dossier essentiel au désenclavement de la Haute-Saône et sans cesse repoussé aux calendes grecques. Par ailleurs, l'annonce d'une nouvelle prison de 300 places à Lure fait craindre pour l'avenir de la maison d'arrêt de Vesoul. »

**Transports** Alain Vidalies sur le chantier de la déviation RN 19 à Amblans

## Entre urgence et fiabilité

Alain Vidalies, le secrétaire d'État chargé des Transports, était hier matin sur le chantier du contournement de la RN 19 à Amblans dans le cadre du comité interministériel consacré aux ruralités.

Le ministre a longuement écouté les préoccupations des élus quant à l'amélioration de la RN 19 avec, notamment, la visite du chantier de la déviation d'Amblans-et-Velotte. Autour de plans et de cartes, les pieds dans la boue mais sous un beau soleil, le ministre a pu mesurer l'urgence du passage à deux fois deux voies de la RN fréquentée par 16000 véhicules par jour dont 4000 poids lourds. Des chiffres rappelés d'entrée de jeu par Frédéric Debely, le maire d'Amblans. Un trafic qui traverse deux autres villages Pomoy et Genevreville et a donc une « incidence sur la ruralité ». « Puisque, par exemple, 60 % de la population d'Amblans vit de part et d'autre de la nationale. » Le ministre acquiesce.

### 1.600 camions sur un pont

Pour Edwige Eme, présidente de la commission « Infrastructures, transport et numérique » au conseil départemental, il faut bien comprendre qu'il y a trois pôles urbains en Haute-Saône : Lure Luxeuil et Vesoul. « Ils forment un triangle d'industries mais aussi avec des habitants. Et tout l'enjeu au niveau de la ruralité c'est bien de faire vivre ces trois pôles ensemble avec leurs habitants et avec leurs services publics... »

Autre point noir, toujours sur la RN 19, la traversée de Port-sur-Saône. Là, c'est Hugues Dollat, directeur adjoint de la Dreal, qui explique l'enjeu au ministre. « Avec 1600 camions par jour dans le centre du bourg et qui ne peuvent se croiser au niveau du pont sur la Saône. » Sans oublier la



■ Alain Vidalies, plan en mains, écoute les revendications des élus sur le terrain. Photo ER

problématique des convois exceptionnels nombreux dans le secteur. Et avec la présence à Vesoul du centre mondial des pièces détachées de PSA, c'est un enjeu en termes de facilité de circulation qui se mesurera en minutes gagnées pour les liaisons sur Paris, par exemple. Les élus ont été entendus sur ce plan car le lancement des travaux du contournement fut une des annonces de François Hollande.

### 40 millions d'euros

Et Joël Hacquard, maire adjoint de Lure, d'enfoncer le clou en soulignant que les futurs tronçons à quatre voies permettront de faciliter également les relations entre la Haute-Saône et la Suisse voisine. « Et il y a un gros potentiel à ce sujet ».

Un peu plus en avant dans la visite du chantier dont le coût prévisionnel s'élève à plus de 40 millions d'euros (contrat de plan 2015-2020), Alain Vidalies se fait expliquer des caractéristiques techniques des ouvrages d'art comme pour le viaduc d'Amblans avec ses piles creuses à doubles enveloppes de béton.

### L'autoroute à l'horizon 2030

Puis, reprenant son bâton de pèlerin, le ministre explique : « Il y a effectivement de fortes demandes en terme de construction de routes en Haute-Saône... » Et d'évoquer l'autoroute Vesoul-Langres, la fameuse A 319. « L'État y est favorable, c'est une des priorités à l'horizon 2030. Et pour nous, c'est demain. » Avant d'attirer l'attention que ce

projet aura d'importantes conséquences financières pour les collectivités locales. « Les appels d'offres des concessions seront assez lourds pour les collectivités. »

Le tronçon coûterait en effet 600 millions d'euros. Mais en attendant, semble-t-il interroger les élus sur le terrain. « On réfléchit aux modalités pour faire accélérer le dossier, tempère évasif le secrétaire d'État.

Une nécessité cependant pour Edwige Eme qui attend dans la fiabilisation des temps de transport une nouvelle attractivité pour son territoire avec l'installation d'industries, d'emplois et finalement pour que le département y gagne de nouveaux habitants. Car c'est là tout l'enjeu d'une ruralité moderne et bien comprise. **Alain ROY**

**Numérique** La société Onlineformapro a reçu la secrétaire d'État chargée du numérique, Axelle Lemaire

## Axelle Lemaire visite un pionnier

À peine achevée de la visite de la secrétaire d'État chargée du numérique était déjà sur la page Facebook et le réseau Twitter d'Onlineformapro. C'est l'avantage de visiter des pros de l'informatique...

Hier matin, à l'instar de ses collègues, Axelle Lemaire a passé deux heures au sein de cette société vésulienne, pionnière du e-learning en France, fondée par Michèle Guerrin en 1999. Celle-ci a été prévenue à la dernière minute de cette visite exceptionnelle, si bien que la peinture des bureaux en rénovation a, à peine, eu le temps de sécher.

« Je me devais d'accepter pour mettre en valeur le travail de mes collaborateurs », témoigne Michèle Guerrin. Ils sont 88 au total dont 40 dans les bureaux vésuliens. Des salariés qu'il n'a pas toujours été aisé de recruter, surtout au démarrage de l'entreprise. Désormais, la notoriété et les bons résultats de l'entreprise, cotée en Bourse (4 M€ de chiffre d'affaires et 32 % de croissance sur un an), suffisent à convaincre des pointures de l'informatique de s'installer à Vesoul.

En salle de réunion, la secrétaire d'État a eu droit à une



■ À la fin de sa visite, Axelle Lemaire, secrétaire d'État au numérique, a posé avec toute l'équipe de l'entreprise Onlineformapro. Elle a conquis ses interlocuteurs par son sens de l'écoute. Photo ER

présentation détaillée de l'entreprise par sa présidente Michèle Guerrin entourée de ses chefs de projets ainsi qu'à des ateliers pratiques sous forme de démonstration. « C'est un choix politique de rester à Ve-

soul, des entreprises comme la nôtre peuvent et doivent rester dans la ruralité. Ce qui ne nous empêche pas de travailler avec 12 pays », appuie Michèle Guerrin. L'entreprise a néanmoins dû déboursier la

coquette somme de 120 000 € sur trois ans (soit 3 000 €/mois) pour avoir accès à la fibre optique.

Interrogée par la secrétaire d'État sur le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'em-

ploi (Cice), Michèle Guerrin a attesté de son utilité. « Il nous a permis de sécuriser l'embauche. Au départ, on avait prévu deux à trois personnes et on s'est dit qu'on pouvait monter en compétence. »

C'était également un grand jour pour Thomas, un Vésulien de 22 ans, qui a signé son contrat d'embauche en CDI sous les yeux de la secrétaire d'État. Via un contrat de génération, le jeune diplômé va occuper un poste de développeur web.

Axelle Lemaire s'est montrée très intéressée par la PME aux idées innovantes qui travaille aussi bien pour des entreprises privées que des organismes de formation, des universités, des partenaires publics... Elle a posé beaucoup de questions et a séduit par son sens de l'écoute. Loin des effets d'annonce, elle a simplement promis au directeur du syndicat mixte Haute-Saône numérique d'être attentive à la validation rapide du financement de la fibre optique dans le département.

« C'est quelqu'un qui connaît bien son secteur et qui met à l'aise. Ça a été une partie de plaisir », a confié Michèle Guerrin après son départ. **Cécilia CHERRIER**

## Échos

### Michel Raison chahuté

Invité sur un plateau organisé par France 3 juste devant le chariot installé par la Confédération paysanne sur la place Pierre-Rénet, Michel Raison, sénateur et maire de Luxeuil, a été hué par les membres de la Confédération paysanne et de la CGT : « Il n'a rien à faire là ! », s'offusquaient-ils à propos de la présence de celui qui fut patron de la FDSEA.

### D'un collectif à l'autre

Gérard et Gilles, de Lure et Vesoul, membres de l'antenne haut-saônoise du Collectif « Stop Tafta » qui constituée voici quelques mois, ont profité de la manifestation sur la place René pour venir dire « Non au marché transatlantique ». Mireille de Montbéliard est venue soutenir la Confédération paysanne et faire connaître le collectif de consommateurs « Du champ à l'assiette » qui promeut les Amap (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne), l'installation de maraichers et l'échanges entre jardiniers. L'ADMD (Association pour le droit de mourir dans la dignité) souhaitait quant à elle rappeler au président son engagement au moment de sa candidature pour « une loi qui permette de choisir notre mort ».

### L'occasion d'une visite aux artisans commerçants

Jean-Claude Menweg, responsable de l'association « Sauvons nos entreprises » dans l'Est, a visité lundi les artisans, commerçants vésuliens : « Neuf sur dix ont des problèmes de cotisation au RSI totalement erronée ». Il les a sensibilisés à la manifestation qui sera organisée le 21 septembre prochain à Paris.

### Les buralistes reçus

Jean-François Pernot, à la tête des buralistes haut-saônois, a été reçu par une conseillère de l'Élysée qui « s'est montrée attentive » aux préoccupations de la profession avec l'arrivée du paquet neutre et l'augmentation du prix du paquet à 10 €.

### Le coup de gueule de la CGPME

Michel Bergeret, président départemental et régional de la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises), s'est dit « très surpris » de n'avoir pas été invité à quoi que ce soit. Il aurait par exemple aimé dire « qu'il y a encore beaucoup à faire pour réduire la fracture numérique notamment axée sur le très haut débit : 97 % des entreprises en France ont moins de 20 salariés et sont implantées en milieu rural. Il faut les accompagner pour qu'elles puissent y rester et s'y installer ». **C.H.**

### Le Petit Journal était à Noroy

Une équipe de l'émission satirique de Canal + a suivi la ministre de l'Éducation nationale dans son déplacement au pôle éducatif de Noroy-le-Bourg. Certains participants à la visite ministérielle n'ont pas manqué de glisser aux (jeunes) journalistes tout le bien qu'ils pensaient de ce rendez-vous quotidien à la télé. Au point qu'une personne les a pris en photo, pour en faire écho dans le bulletin municipal.

### Du made in 70 en cadeau

Najat Vallaud-Belkacem n'est pas repartie de Noroy-le-Bourg les mains vides. Gérard Pelletier, vice-président du conseil départemental, lui a offert trois présents : un collier de la verrerie de La Rochère, un livre sur la chapelle Le Corbusier de Ronchamp et des Griottines de Fougerolles. Mais il y avait aussi parmi ces joyusetés un petit dossier pratique et historique sur les pôles éducatifs, ainsi que des infos sur l'association Borplacal dont l'activité (au sein de la Maison de la ruralité, juste à côté de l'École des Champs) pour la culture et l'agroécologie notamment, participe à la réussite à la campagne.